

■ Les gens de rien : une histoire de la grande pauvreté dans la France du XX^e siècle

André Gueslin

Fayard, Paris, 2004, 456 pages

L'émotion vive suscitée par le récent rapport du CERC ¹ dénombrant un million d'enfants pauvres vivant aujourd'hui en France, comme l'intérêt porté ces derniers mois par la presse ² aux nouveaux « hommes des bois », SDF établis en forêt aux portes de Paris dans des abris de fortune, corroborent l'actualité de l'ouvrage qu'André Gueslin, historien des questions sociales contemporaines, consacre à la grande pauvreté dans la France du XX^e siècle. Les chocs ressentis face à la divulgation de chiffres d'autant plus insupportables qu'ils concernent des enfants, comme devant les photographies des campements du bois de Meudon, renvoient à la juste observation d'André Gueslin : « la société englobante se représente la misère plutôt qu'elle ne la constate ». Et il est certes moins dérangeant de se la représenter adulte et encore sur le pavé de la ville, plutôt que terrée au fond des bois...

Pour nourrir son enquête, l'auteur mobilise une impressionnante somme de documentation, exposée dans les cinquante pages de notes et bibliographie ³, dont la diversité renvoie au caractère difficilement saisissable de son objet, la grande pauvreté, et de ses sujets d'étude, les « gens de rien ». Le socle documentaire d'André Gueslin rassemble des travaux universitaires d'historiens, notamment de remarquables monographies régionales sur l'assistance sous la III^e République comme celles de Yannick Marec sur le « système rouennais » ou de Cécile Viela sur le cas bordelais, prolongés par des travaux de sociologues, d'ethnologues, de philosophes, de psychologues et d'économistes. L'auteur fait également une large place, dès lors qu'il s'en produit soit après 1950, aux statistiques, aux rapports officiels, aux sondages d'opinion, ainsi qu'à leurs commentaires journalistiques. Les témoignages, ceux des « gens de rien », délicats à manier parce que trop pudiques ou trop conformes à ce que l'enquêteur souhaite entendre, et ceux des gens qui vont à leur rencontre, par profession ou par simple humanité, permettent de passer des dimensions théorique et descriptive à celle de l'expérience vécue. Du côté des représentations, les romans sont interrogés, de la *Mort à crédit* de Céline (1932) aux *Belles Ames* de Lydie Salvayre (2000), comme la chanson populaire des années cinquante rendant familière la silhouette du clochard parisien, et le cinéma, du *Boudu* de Jean Renoir (1932) à la vagabonde Mona, *Sans toit ni loi*, d'Agnès Varda (1985).

¹ *Les enfants pauvres en France*, Olivier Bontout et Christine Bruniaux, rapport du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale, Paris, février 2004.

² Articles parus fin 2003 et début 2004 dans *Le Parisien*, *Libération* et *Le Monde* 2.

³ Ainsi qu'une brève filmographie dans laquelle on regrette l'absence du film d'Agnès Varda : *Les glaneurs et la glaneuse*.

Donc, comme le souligne l'auteur dans sa conclusion, une difficile quête documentaire extensive, pour tenter d'appréhender un monde sans écriture – et de façon générale un monde « sans » – ne laissant percevoir à l'historien que des traces indirectes. André Gueslin souligne deux autres écueils qui l'ont sans cesse guetté : d'une part, le risque d'attitudes trop passionnelles devant un sujet « qui interpelle » et, d'autre part, le sens des mots, qui, en cent ans a changé. Ainsi du chômeur, qui ne saurait être le même en 1930 et en 2000, ou du « sans domicile fixe », déjà connu du vocabulaire administratif de la fin du XIX^e siècle, mais bien peu parent du SDF d'aujourd'hui. Pour leur part, les chiffres eux-mêmes se dérobent à la comparaison : si depuis la fin du XVIII^e siècle les estimations butent obstinément sur 10 à 15 % de pauvres dans la société française, il convient de nuancer – mais c'est plus facile à dire qu'à faire – entre la pauvreté relative, plus ressentie quand la société s'enrichit, et la pauvreté absolue, que l'on s'accorde aujourd'hui à situer en dessous de la moitié du revenu médian.

André Gueslin structure son étude en trois parties, les deux premières se penchant, selon un découpage chronologique, de 1914 à 1945 et depuis 1945, sur l'histoire de la pauvreté, que l'auteur situe dans son contexte économique et dont il inventorie les remèdes proposés par les œuvres d'assistance et par l'État, tandis que la troisième s'attache à rendre sensibles « l'être et le paraître » des plus pauvres.

Entre la Grande Guerre et la crise économique majeure atteignant la France en 1930, règne – déjà – cette « famine du logement » qui collera, sans rémission, aux basques de la grande pauvreté, de bout en bout du siècle ; les HBM de 1928, comme plus tard les HLM, logent des familles modestes, mais laissent sur le carreau les plus pauvres. Les bureaux de bienfaisance continuent leur office, tandis que l'action sociale de l'État se renforce avec de premières lois sur les assurances sociales en 1928 et 1930, dont seuls bénéficient les travailleurs. Si les œuvres d'assistance confessionnelles, héritées du XIX^e siècle, soulagent toujours les « bons pauvres », non sans prosélytisme, la charité privée s'écorne sous les coups de l'impôt sur le revenu qui ampute les patrimoines. Autre mutation décisive, l'assistance se professionnalise ; la dame d'œuvre laisse le terrain à l'infirmière-visiteuse diplômée. La grande crise des années trente génère un chômage massif faisant basculer dans la misère des milieux jusqu'alors seulement fragiles, et, ce faisant, dépouille le chômeur de la suspicion morale qui lui collait à la peau. Le chômage, récurrent et de plus en plus durable, est mal indemnisé, quand il l'est – les épouses de travailleurs et les étrangers n'ont droit à rien. Les familles ouvrières se serrent la ceinture, les restaurants économiques et les asiles de nuit se multiplient, à l'enseigne de la Mie de Pain ou de l'Armée du Salut, œuvres relayées par les municipalités qui organisent collectes et distributions de secours en nature. Dans la France des années trente, le chômage ouvre toute grande la trappe de la grande pauvreté. La Seconde Guerre mondiale voit perdurer la pauvreté ancienne et en naître de nouvelles formes. Les problèmes d'approvisionnement touchent évidemment en premier lieu les plus démunis,

acculés à une sous-alimentation mortifère. La politique antisémite de Vichy, pour sa part, prive de tout une population spoliée et « désaffiliée », bientôt exterminée. Le vieux Secours National de 1915 réactivé, alimenté notamment du produit des biens juifs spoliés, combine propagande et charité publique ; Pétain en fait une pièce maîtresse de sa révolution nationale. L'Armée du Salut est dissoute, les œuvres d'assistance juives aussi, Vichy leur substituant l'Union générale des Israélites de France (UGIF), créée en novembre 1941, que le régime tente de contrôler. Dès 1944, les œuvres anciennes, persécutées et réduites à la clandestinité, refont surface. Le Secours Catholique et le Secours Populaire se relancent.

Sur le second versant du XX^e siècle, politiques et décideurs croient longtemps, et dur comme fer, que la grande pauvreté est résiduelle, en voie d'éradication, dans une société en enrichissement constant. Pourtant, très vite, en des temps de reconstruction, de nouveaux démunis s'agrègent au vivier habituel de la grande pauvreté : des immigrés, venus aider à reconstruire, travailleurs déracinés épuisant leurs maigres salaires à faire vivre une famille. Dès lors, pour André Gueslin, les questions de la grande pauvreté et de l'immigration sont liées. Le problème du logement, déjà douloureux avant-guerre, prend un tour catastrophique après 1945 – flambée des loyers, mauvais état des biens, pénurie – justifiant le fameux « coup de gueule » radiodiffusé de l'abbé Pierre en février 1954. Depuis, chaque hiver rigoureux fauche ses morts de froid et si l'on a cru que les bidonvilles ne se remettraient jamais des coups portés par la « nouvelle société » du seuil des années soixante-dix, force est de constater aujourd'hui que ce paysage pourrait renaître autour de certaines grandes villes. Les questions majeures de la grande pauvreté après 1945 se voient proposer par l'État des réponses, certes incomplètes, mais qui hissent hors du gouffre certaines catégories fragiles qui y étaient irrémédiablement condamnées : travailleurs malades avec la Sécurité sociale (1945), chômeurs, avec la mise en place de l'UNEDIC et des ASSEDIC, vieux, avec la pleine mesure à partir de 1970 d'un système de retraite nécessitant des années de cotisation en nombre suffisant. La crise économique déferlant à partir de 1973 met un terme à la persistante illusion de la fin prochaine de la misère et contraint l'État social à innover. Le RMI, mis sur pied en 1988, dispense, pour la première fois, un revenu régulier sans contrepartie de travail. La CMU, en 2000, assure un accès aux soins gratuits à des non-travailleurs. Dans les deux cas, les besoins étaient criants et les actions d'œuvres caritatives de plus en plus médiatisées et bien reçues par les « classes moyennes », ont été déterminantes. Ces œuvres qui ont été largement renouvelées depuis 1950, dans leur esprit comme dans leurs animateurs et donateurs, ont contribué à rendre la question de la pauvreté incontournable, notamment lors des campagnes électorales présidentielles. De la « fracture sociale », dénoncée en 1995, mais toujours pas réduite, à l'illusion d'un horizon sans SDF, évoqué en 2002, le thème de la grande pauvreté s'est imposé dans le débat politique. La popularité des Restaurants du Cœur depuis leur création par

Coluche, comme celle, plus éphémère, des journaux de rue montre que l'opinion publique, pour sa part, y est attentive.

Le troisième volet de l'enquête d'André Gueslin quitte la chronologie pour une approche transversale, interrogeant d'abord les mesures et les définitions du pauvre dans la société française du XX^e siècle, sans négliger la face, plus cachée, du pauvre à la campagne. Un essai d'anthropologie observe la traduction en histoires de vies, en gestes, en allures, en langages, en « habitus » pour reprendre Bourdieu, des déficits cumulés par les pauvres en termes de capitaux économique, social et culturel. L'absence d'espace à soi, rendant poreuse toute intimité et publique toute vie privée, renvoie une fois de plus à la question, la plus dramatique et la moins résolue, celle du logement. Le dernier chapitre, s'attache pour sa part aux images et aux représentations du pauvre dans la société qui l'entoure, pour en souligner l'évolution. Du fatalisme, quand l'économie n'était pas encore développée, on est passé à la stigmatisation de l'inadapté social qui ne suivait pas le mouvement, quand celle-ci s'est emballée dans les Trente Glorieuses, pour arriver aujourd'hui à une prise de conscience du caractère non pas individuel de la pauvreté, mais au contraire lourdement collectif et fédérateur de questions sociales cruciales.

On l'aura compris, l'entreprise consistant à retracer l'histoire de la grande pauvreté en France de la Première Guerre mondiale à nos jours n'est pas des plus aisées et l'on saura gré à André Gueslin de nous proposer sa fresque, même si des pans de cette histoire restent à préciser. Les prolongements nécessaires supposent peut-être de renoncer à couvrir le siècle entier pour adopter des périodisations plus courtes, tant les contextes économique et démographique, pour ne citer qu'eux, ont varié. Les historiens du temps présent ne manquent pas là de sujets d'étude potentiels, et l'on peut espérer que des mouvements comme ATD Quart Monde, ou une initiative comme les Restaurants du Cœur trouveront leurs fins analystes comme les bureaux de bienfaisance du début du siècle ont trouvé les leurs. On pourrait encore attendre beaucoup d'approches qui croiseraient plus systématiquement les questions des âges et/ou du genre avec celle de la pauvreté. Sur le genre, l'auteur passe trop rapidement, conforté par la sous-représentation féminine parmi la population des SDF (17 % seulement dans les années quatre-vingt-dix), alors même que les traits spécifiques accusés par cette minorité appelleraient un examen plus poussé. Il y a sans doute d'autres aspects de la pauvreté féminine à éclairer plus vivement, du côté des retraitées très âgées aux pensions amputées du fait de carrières incomplètes, de celui des femmes chefs de familles monoparentales, ou encore des chômeuses de longue durée.

Martine Sonnet

Chargée de mission, Drees-MiRe